

L'INDUSTRIE

LE FLÉCHISSEMENT DE LA PRODUCTION

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, comme d'après le rapport de l'OCDE, le Canada serait le seul des 12 pays industrialisés à enregistrer un fléchissement de sa production industrielle cette année, le premier ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement songe à établir de nouvelles politiques afin de remédier à cette situation et de fournir assez d'occasions d'emploi au pays?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, on m'informe que ce sont les nombreuses grèves des industries relevant de la juridiction provinciale qui en sont les responsables.

L'hon. M. Stanfield: Je suppose, monsieur l'Orateur, que le gouvernement a l'impression que sa politique économique en général fonctionne tout aussi bien que sa politique anti-inflationniste?

LA SOUVERAINETÉ

L'ARCTIQUE CANADIEN ET LES PÉTROLIERS AMÉRICAINS

M. Ian Watson (Laprairie): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Elle a trait à la nouvelle, annoncée avant-hier, que la compagnie General Dynamics veut construire six pétroliers sous-marins, jaugeant 200,000 tonnes, pour transporter du pétrole par le passage du Nord-Ouest, et qu'elle a offert de vendre ces pétroliers à six grandes compagnies pétrolières qui ont des intérêts dans les champs pétrolifères de la baie Prudhoe. Comme l'offre était très précise et mentionnait les prix de revient et les dates de livraison le premier ministre indiquerait-il si le gouvernement du Canada ou quelque ministère de l'État a été consulté à ce sujet?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Je n'en ai pas été informé, monsieur l'Orateur, et je remercie le député de ces renseignements. Nous allons vérifier. Comme le premier ministre l'a dit, en répondant à une question semblable sur le même sujet, la politique gouvernementale à l'égard des eaux de l'Arctique sera annoncée dans la deuxième partie de la session.

LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE

LE RAPPORT DE L'OCDE

M. Louis-Ronald Comeau (South Western Nova): Monsieur l'Orateur, j'ai une question très directe pour le secrétaire d'État aux

Affaires extérieures. Le gouvernement compte-t-il faire quelque chose au sujet du rapport sur la politique scientifique canadienne de l'Organisation de coopération et de développement économiques des Nations Unies?

Comme on ne répond pas, j'ai une question supplémentaire pour le premier ministre. Je voulais la poser au président du Conseil du Trésor, mais il n'est pas ici. Vu les recommandations de ce nouveau rapport et le rapport précédent par l'ancien recteur de l'université de la Colombie-Britannique, le premier ministre annoncera-t-il d'une façon ou de l'autre la décision du gouvernement de fusionner l'activité du Conseil de recherches médicales, du Conseil national de recherches et de la section du Conseil des arts du Canada qui fournit des fonds pour les sciences sociales?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je pense qu'on pourrait répondre à l'intéressante et importante question du député dans une déclaration à l'appel des motions.

LES COALITIONS

LA MAINMISE ÉTRANGÈRE SUR LES ENTREPRISES CANADIENNES

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Consommation et des Corporations. Vu les chiffres renversants déposés le 15 décembre dernier et selon lesquels, depuis 1963, 606 entreprises canadiennes sont passées à des sociétés étrangères, le ministre voudrait-il indiquer s'il songe à une initiative spécifique en vue d'examiner et, au besoin, de prévenir de telles mainmises étrangères?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, j'ai signalé dans un discours, l'autre jour, que la question me préoccupait et que certaines des questions soulevées par le document déposé devraient être réglées plus efficacement, je l'espère, grâce à la révision de la loi sur les coalitions. J'étudie minutieusement cette question.

M. l'Orateur: Le député pose-t-il la question de privilège?

M. Saltsman: Non, c'est une question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre. Nous touchons à la fin de la période des questions. Peut-être pourrions-nous permettre au député de Portneuf de poser une question. Il pourrait rester du temps pour deux ou trois autres, si nous en disposons rapidement.